

## RÉDACTION

## BUREAU D'ABONNEMENTS

Lausanne, Rue St-François 20.

On s'abonne, en Suisse, en Allemagne et en Autriche, dans tous les bureaux de poste. Les abonnements partent du 1<sup>er</sup> ou du 15 de chaque mois.

## PRIX D'ABONNEMENT

	Un an	6 mois	3 mois
Suisse .....	Fr. 20	10 50	5 50
Union postale .....	» 36	18 50	9 50

Prix du numéro: 10 centimes.

## GAZETTE DE LAUSANNE

## ET JOURNAL SUISSE

FONDÉ EN 1799

## ANNONCES

HAASENSTEIN &amp; VOGLER

Lausanne, Place de la Palud 24

Montreux, Vevey, Genève, Neuchâtel, Chaux-de-Fonds, Fribourg, Saint-Imier, Delémont, Bienne, Bâle, Berne, Zurich, St-Gall, etc.

## PRIX DES ANNONCES

Pour l'étranger..... 25 centimes la ligne.  
Pour la Suisse..... 20 centimes la ligne.

Toute lettre et tout envoi doivent être affranchis.

La Gazette de Lausanne sera adressée gratuitement jusqu'au 31 décembre (avec le commencement du feuilleton) aux abonnés nouveaux pour 1892.

LAUSANNE, 9 décembre 1891.

## Le Président Welter.

Il y a vingt-cinq ans, jour pour jour, que M. Emile Welter, dont le nom est aujourd'hui dans toutes les bouches, entra au Conseil fédéral. Depuis lors, il n'a pas cessé d'être au premier rang des magistrats de la Confédération. Aucun homme d'Etat n'a exercé sur le développement contemporain des institutions fédérales une influence plus directe et plus constante. Aucun n'a rendu à son pays des services plus éminents.

Il est entré dans les affaires publiques encore jeune homme. Quand il fut appelé, à quarante ans, à siéger dans le gouvernement de la Suisse, il avait été déjà landammann d'Argovie et, par deux fois, il avait présidé le Conseil des Etats. M. Welter a été six fois président de la Confédération. Il n'est pas de citoyen suisse qui puisse fournir de plus beaux états de service. A part M. Schenk, il n'est pas de ministre en Europe qui ait occupé sans interruption le pouvoir pendant un aussi long temps.

Le trait caractéristique chez le président Welter, c'est, dès le début de sa carrière, la clarté et nette vision d'une Suisse unie et forte. Elle est née chez lui d'une étude intelligente et approfondie de l'histoire du pays, qu'il connaît dans ses lumières et dans ses ombres. De là, sa constante et sûre méthode de résoudre les problèmes du temps présent en les reliant aux leçons du passé. Il n'a erré que pour y avoir failli.

On se souvient de l'éloquent discours prononcé, il y a quelques mois, sur les affaires tessinoises. Portant d'un seul élan sa pensée et son auditoire au-dessus des querelles mesquines du jour, il montrait les fautes commises au Tessin par les cantons suisses, la sujétion dans lequel ce malheureux pays a été tenu pendant des siècles, la longue accumulation des dénis de justice et des violations du droit détruisant dans le cœur du peuple tessinois le sens de la moralité politique pour y engendrer l'esprit de faction et de mutinerie. Puis il réclamait pour la Confédération le droit et assumait pour elle le devoir de faire respecter la constitution, fut-ce par la force des armes si l'émeute osait lui résister. Aucun orateur ne s'était élevé si haut et n'avait si clairement montré la mission souveraine de la Confédération dans la force mise au service de la loi.

C'est aussi la conscience de l'unité nationale qui inspira M. Welter lorsque — il y a tantôt vingt ans — il rédigeait la loi militaire. Il n'a pas tenu à lui qu'en 1874 l'unification de l'armée n'ait pas été plus complète. Il l'avait proposée entière dans ce fameux « projet Welter », vision d'avenir que si souvent on lui a imputée à crime et qui restera dans l'histoire un de ses premiers titres à la reconnaissance publique. Il fallut transiger avec l'esprit cantonal, si respectable dans d'autres domaines, mais qui en matière de défense nationale lui apparaissait comme une négation de l'indivisibilité de la patrie devant l'étranger. Heureusement, le principe de l'unité d'instruction

et de commandement sortit intact des compromissions politiques. Alors chef du Département militaire, M. Welter en fit la pierre d'angle de la loi et acquit ce mérite et cet honneur de doter la Suisse de la première organisation militaire unifiée et viable qu'elle ait possédée.

On sait la part importante que M. Welter a prise dans la constitution de l'entreprise du Gothard. Tandis qu'Alfred Escher formait la compagnie et réunissait les capitaux, M. Welter était l'âme des négociations internationales qui aboutirent à la signature des conventions de Berne de 1869. En juillet 1870, quelques jours avant que la rivalité de l'Allemagne et de la France éclatât dans une déclaration de guerre, M. Welter revendiquait hautement devant l'Europe le droit de la Suisse d'ouvrir la chaîne des Alpes au commerce du monde. Ici encore il sut opposer aux intérêts régionaux la grande situation faite à la Suisse dans cette œuvre à laquelle tout le centre du continent était intéressé, de la Baltique à la Méditerranée, et faire prévaloir sur des rivalités stériles l'intérêt supérieur de la Confédération.

Cet idéal d'une Confédération matériellement prospère et moralement forte, le président Welter l'a toujours poursuivi. Il en est si jaloux qu'il a combattu tout ce qui, à ses yeux, devait entraver la réalisation. Ainsi le référendum fédéral, repoussé par lui en 1872 et 1874. Parlementaire, parce que c'est dans le parlement qu'il a sans cesse cherché son plus solide point d'appui, il redoutait pour l'équilibre et le fonctionnement régulier et normal de nos institutions politiques fédérales l'intervention du pouvoir populaire avec ses boutades irréfléchies et ses brusques sautes d'opinion. Il n'a pas craint, en pareille circonstance, de compromettre sa popularité en disant au peuple des vérités qui n'étaient pas pour plaire aux masses. Il n'a pas reculé davantage devant les dévouements de l'opinion lorsqu'il a plus fort du Kulturkampf il réclamait pour la minorité catholique, la liberté religieuse et l'égalité des droits. Encore ici, ce qui le poussait, outre son besoin inné de justice, c'était le ralliement des populations catholiques aux institutions fédérales nouvelles. Il voulait que pour tous les Suisses la Confédération fût une bonne mère. Il sentait que pour créer l'unité nationale, il était indispensable que les catholiques, comme les autres, aimassent le pouvoir fédéral et fussent assurés d'y trouver la protection de leurs droits.

Aussi, quoique M. Welter se soit souvent fait le défenseur des minorités tracasées et des causes momentanément impopulaires, l'opinion générale ne s'est-elle jamais méprise sur les mobiles qui le poussaient. Le peuple suisse l'a toujours considéré et respecté comme un grand magistrat. Nous n'en voulons d'autre preuve que l'accueil touchant et les acclamations unanimes des populations de la Suisse centrale lorsque, cet été, à la tribune de Schwytz, il parlait si éloquentement au nom du gouvernement fédéral, lorsqu'il revendiquait pour notre petit pays le privilège d'être toujours et partout une terre de liberté, lorsqu'il sollicitait le peuple de continuer à élever la jeunesse dans la simplicité des mœurs et la pratique des vertus républicaines qui seule peut donner à la patrie une forte génération de bons citoyens pour la défendre et la grandir.

Encore dans la question du rachat, où le peuple a nettement refusé de suivre M. Welter, il n'est personne qui ne soit convaincu de son parfait désintéressement. Chacun sait, en

Suisse que le désir de procurer à la Confédération une action plus directe sur l'exploitation des voies ferrées, dans l'intérêt économique du pays et pour l'accroissement de sa prospérité est le seul mobile qui l'ait fait agir. Aussi, la personnalité de M. Welter sort elle intacte de cette entreprise avortée. La discussion a été très vive; elle a porté entre autres sur les aptitudes du chef du département des chemins de fer à traiter des affaires de finance; mais parmi ses adversaires les plus passionnés aucun ne s'est laissé entraîner jusqu'à incriminer la personne de M. Welter, la haute loyauté de son caractère ou son patriotisme.

Nous nous trompons. Un homme, un seul en Suisse, a eu ce triste courage d'attaquer en termes injurieux le magistrat que les chefs les plus autorisés de tous les groupes politiques de l'Assemblée fédérale, une délégation officielle du Conseil fédéral et les présidents des deux Chambres sollicitaient à cette heure avec instance pour qu'il demeure encore à son poste. Cet homme-là eût dû, à tout le moins, se rappeler qu'il existait dans la carrière de Lutry une tombe sur laquelle le magistrat qu'il a injurié a prononcé un discours tout débordant de sentiments affectueux pour celui qui y repose et pour le pays qu'il représentait et dont les éloquentes accents sont encore dans le souvenir de tous ceux qui l'ont entendu. Cette injure isolée est partie du canton de Vaud et a indigné toute la Suisse. Nous tenons à dire ici bien haut que, chez nous comme ailleurs, elle a été universellement blâmée.

Nous ignorons encore à cette heure si M. Welter quittera le gouvernement. Nous souhaitons vivement l'y voir rester. Il y rendrait encore à la Suisse d'éminents services.

Mais qu'il aille où qu'il demeure, il doit savoir, dans ce vingt-cinquième anniversaire de son entrée au Conseil fédéral, dans un jour où de tristes pensées doivent l'assaillir, que le peuple suisse lui est reconnaissant et que son nom sera toujours, pour tous ceux qui connaissent le magistrat et l'homme, un synonyme de patriotisme et d'honneur.

## Les commentaires de la presse suisse.

Nous avons indiqué hier quelques-unes des appréciations de la presse de langue française sur le plébiscite du 6 décembre.

Parcourons aujourd'hui les principales feuilles de la Suisse allemande.

La *National-Zeitung*, de Bâle, refait, dans un très intéressant article, l'histoire du projet de rachat, qu'à eu, dit-elle, un sort tragique. C'est un de ses adversaires, M. Soldati, qui l'a proposé et fait voter au Conseil des Etats, dans le but de faire obstacle à la nationalisation. Il n'avait d'autres partisans convaincus que les députés des deux Bâle et de Soleure. Les Bernois et les autres éléments favorables aux chemins de fer d'Etat s'y rallièrent seulement comme à un pis-aller. Aussi ses débuts étaient pénibles et, dès ses premiers pas, quelques-uns de ses parrains l'abandonnaient. La panique qui suivit les accidents de Menchenstein et de Zollikofen vint encore entraver son essor. D'après le journal bâlois, ces catastrophes auraient au contraire dû montrer les imperfections de l'administration privée. Elles n'en ont pas moins été exploitées contre le rachat avec succès. La passion poussée jusqu'à l'aveuglement est restée la maîtresse.

Est-il possible, demande la *National-Zeitung*, de s'exprimer autrement, quand on songe aux fleurs de

style de l'*Arbeiterstimme*, quand on se rappelle par quels moyens ont combattu le *Vaterland*, le *Nidwaldner-Volksblatt*, le *Surser-Landbote*, etc. Dans quelle catégorie faut-il faire rentrer le langage des radicaux vaudois, qui avec leur cri de terreur: « Bernification » doivent éclairer les citoyens d'une façon singulière? Nous avons à notre disposition toute une moisson des plus extraordinaires stupidités pour prouver que, dans cette lutte, on s'est moins préoccupé d'éclairer les citoyens que de les irriter, qu'on a moins recherché la vérité que la calomnie.

Dans de telles conditions, continue la *National-Zeitung*, comment s'étonner du résultat? Puis elle examine le vote des différents cantons.

Le vote du canton de Vaud, dit-elle, a été influencé, comme celui de Fribourg, par des craintes mal placées pour les intérêts du Simplon et comme celui de la Suisse centrale par l'hostilité passionnée contre « ce qui vient de Berne ». Nous doutons fort que cette attitude favorise le percement du Simplon et qu'elle amène une hausse sur les petits actions et les bons de jouissance du Jura-Simplon. Qui se fâche à tort, dit le Français. Les Vaudois devraient le savoir.

Que va-t-il maintenant se passer? demande la feuille bâloise.

Ce sont d'abord les amis de l'état de choses actuel, ceux qui, par égoïsme, s'opposent à la nationalisation, qui vont se réjouir et se froter les mains. Les spéculateurs ont gagné la partie. Aujourd'hui, comme hier, ils vont pouvoir profiter des variations des cours; aujourd'hui, comme hier, ils vont jeter leurs filets pour attraper les niais. C'est le résultat le plus immédiat du vote du 6 décembre. 70,000 actions resteront à Berlin. Le *Trust* qu'on se propose d'y créer va commencer ses opérations. Les actions descendront à peine de 30 francs par suite de la votation; pas de davantage, car elle était déjà escomptée par la bourse. Si petite que soit la baisse, elle sera mise à profit par le *Trust* de Berlin. Il profitera des bas cours pour joindre à ses 70,000 actions de nouveaux titres que de petits spéculateurs mal informés jetteront sur le marché. De la sorte, le prix moyen d'achat de ses actions baissera et son stock d'actions grandira. Il possèdera 80 ou 90,000 actions du Central et aura fait une affaire profitable. Grâce à la clairvoyance de MM. Zemp, Seidel, Ruffy, Schmid (Uri), Baumberger, Vessaz, Wulschleger, le Dr Ryf et Cr., les juifs berlinois seront en fait et en droit maîtres et propriétaires du Central suisse. Une superbe victoire vraiment du peuple suisse sur les juifs berlinois.

Quant à l'idée de la nationalisation des chemins de fer, la votation du 6 décembre n'a pas pu l'enterrer. Elle vit, elle travaille, elle poursuit ses efforts, elle ne s'accordera de repos que quand elle aura abouti. Nous ne nous laisserons distraire de ce but par aucune manœuvre, par aucune intrigue, par aucune phrase.

La *Zürcher-Post* croit à une prochaine revanche des partisans de la nationalisation:

Nous croyons que l'idée de la nationalisation vit puissamment dans le peuple suisse et que le vote d'hier n'est pas dirigé contre ce principe bienfaisant de la politique nouvelle. De nombreux adversaires du rachat du Central en ont donné l'assurance pendant la campagne. Les circonstances orientent haut qu'un changement et une amélioration sont nécessaires. C'est pour cela que nous ne sommes pas au pied d'une tombe... Le rachat est mort, vive le rachat.

Même note dans les *Basler-Nachrichten*:

Les vrais partisans d'un principe reconnu juste ne se laisseront pas arrêter par des projets qui veulent atteindre le but dans 70 ans, quand deux générations encore auront passé et par les autres motions et rumeurs diplomatiques imaginées dans la Suisse orientale et dans la Suisse occidentale. Le peuple doit être mis à même de se prononcer clairement et sans équivoque possible sur la politique qu'il entend voir suivre dans le domaine des chemins de fer. Le droit d'initiative lui en fournira le moyen.

Le *Bund* ne croit pas qu'on soit si près d'aboutir:

La nationalisation est retardée au moins de dix

me soutenait avec des précautions infinies, comme si j'étais en verre filé, et m'encourageait par de petits monosyllabes caressants:

— Mademoiselle!... Nicole, ma chère enfant...

— Mais il tonnait toujours, et je m'obstinais à tenir mon nez enfoncé dans son gilet avec de petits frissons, de petits cris pâmés, tout ce que j'imaginai de plus intéressant. Cela ne pouvait cependant pas durer éternellement; je relevai la tête languissamment. Il me contempla alors stupéfait, absolument abasourdi, comme s'il ne m'avait jamais vu auparavant; et je crois, en vérité, que c'était la première fois qu'il s'avisait de me regarder. L'orage avait emporté les dernières lueurs du jour; un domestique entra avec une lampe, puis mon père arriva et je m'éclipsai pour m'habiller avant le dîner. Je te vois d'ici scandalisée... Ma chère, ce petit travail a été proprement exécuté, et les résultats sont excellents. M. de Feugrix ne me traite plus en quantité négligeable, il me prend au sérieux; c'est ce que je voulais, et rien de plus. Ainsi, ne me gronde pas. D'abord, M. de Feugrix est vieux, — quarante ans, je suis sûre! Et puis, un ami de papa, c'est presque un oncle, absolument respectable et inoffensif.

— Il est pourtant si facile d'être heureuse! soupire Lisette, à la lecture de cette lettre et de quelques autres du même genre: « Pauvre petite folle de Colette! »

Le mois de mars touchait à sa fin; de tièdes rayons alternaient avec les froides giboules. Les jours, plus longs, permettaient quelques promenades hors la ville, sur les glacis gazonnés qu'éclairaient déjà de hautes fleurettes; perce-neige tremblants, violettes sans parfum. Les ramures noires des épinettes, encore défeuillées, se couvraient d'une floraison neigeuse. Quelques arbres fruitiers commençaient déjà à gonfler leurs bourgeons; la terre exhalait une odeur forte qui pénétrait l'air d'une saine volupté. Lisette et Bertrand aimaient à respirer ces arômes de

nure et de grand air; il a eu, il a encore même, beaucoup de succès près des dames. Sa figure est belle, régulière, seulement le front commence à se dégarnir; il est passablement dédaigneux et content de lui, poli et indifférent; il me fait quelquefois un compliment, parce qu'il en a un stock à placer et ne se soucie pas plus de moi que des boulettes de mie de pain qu'il roule et pétrit entre ses doigts (c'est une de ses manies), et qu'il lance ensuite dans la gueule de Fidji, le chien de la maison. Ajoute à cela quelques invités de passage et quelques amis de George; il n'y a pas de quoi perdre la tête.

Quelques semaines plus tard, elle écrivait encore:

« Devine qui je trouve seul installé au salon, samedi, à mon arrivée du couvent? M. de Feugrix, tranquillement assis, lisant un journal. Je fais un petit « ah! » de surprise, il lève le nez, m'aperçoit, me salue courtoisement et m'explique qu'il attend mon père pour aller avec lui visiter un atelage; après quoi, il reprend son journal. Cela me fâche; et, pour l'avertir de son inconvenance, je continue la conversation:

— Où demeurent-ils les chevaux?

— Avenue de Neuilly, mademoiselle.

— Eh bien! monsieur, j'ai le regret de vous

avertir que vous n'y arriverez pas sans encombre...

Il va y avoir un gros orage.

— Vraiment!... un orage?... En cette saison,

cela n'arrive guère.

— Je vous annonce que cela arrivera, cependant... sans me charger de justifier la nature en ses

inconvenances.

Il passe la main sur sa moustache sans me faire l'honneur de lâcher son journal:

— Ne vous inquiétez pas, nous prendrons une

voiture...

— Tu conviendras que c'était agaçant. Juste, à

ce moment, un roulement de tonnerre se fait entendre:

— Là! quand je vous le disais! Et papa qui ne

## FEUILLETON DE LA GAZETTE

## AMOUR DE JEUNE FILLE

par M<sup>me</sup> E. CARO

Il faut savoir se contenter: on m'admire, on me fait danser et quand je traverse le salon, j'ai une escorte de jeunes messieurs empressés qui me suivent et me donnent des airs d'adieu; c'est fort agréable. Mais pas le moindre flirt! Tous d'une correction imperturbable! Il est vrai que mon père ne me quitte guère, et il a une façon d'observer les gens, le général, qui ne donne pas envie de broncher. Je tiens mes paupières aussi modestement baissées qu'il est possible, sans faire trop de tort à mes yeux. Mon terrible papa m'intimide, tu ne peux te figurer à quel point! Il me semble toujours qu'il va m'apostropher tout haut: « A qui en as-tu, toi, avec tes yeux en coulisse? » Ce serait horrible.

J'ai dit qu'il y a chez nous, de temps immémorial, un dîner d'amis tous les samedis et que, cette année, je suis admise à le présider, en face de mon père? Ce n'est pas un divertissement bien folâtre, mais j'aime la représentation et je trouve agréable de faire les honneurs en face du général d'Aureville. Deux inamovibles à ce dîner: un magistrat à la cour de cassation, le président Perroly, et le vicomte Ardan de Feugrix.

De premier, pas grand-chose à dire; il est vieux, l'âge de papa!... Il a une figure pâlotte, chiffonnée, tourmentée par un tic dans la bouche, qui lui fait allonger et rentrer les lèvres comme s'il suçait un bonbon; malin comme un singe, marié à une femme dévote, qu'on ne voit jamais, et dévot lui-même. Il me taquine, critique mes manières, mes paroles, mes costumes, ma coiffure; je l'exécère.

Le second, Ardan de Feugrix, — quel nom incommode!

— est un bel homme, d'une superbe tour-



ceur léger, — car la pensée était belle et sympathique à la plupart d'entre eux, — mais les chiffres ne battaient pas !... Si M. Weli parcourait la Suisse et demandait un conseil à tous les hommes du métier, tous, sans en excepter les meilleurs amis, lui diraient : « M. le conseiller fédéral : *fahren sie mit der Führerei ab* ».

Ce jeu de mots est intraduisible. M. Fahrner est un secrétaire de M. Weli, inspecteur technique des chemins de fer, qui a suscité beaucoup de mécontentement et dont les actes ont beaucoup nui à son chef et aux projets de son chef.

Les journaux nous donnent de précieux renseignements sur les motifs spéciaux qui ont dicté le vote de tel ou tel canton.

Bâle-Ville et Bâle-Gampagne, dit la *Gazette de Zurich*, ont fourni une grosse majorité d'acceptants principalement parce que le peuple voulait, par le rachat, éviter la fusion du Central et du Jura-Simplon. Rien ne répugnait à Bâle comme la fusion d'une compagnie saine et forte comme le Central avec le J.-S.

Le même journal, étudiant d'autre part les motifs qui ont amené le vote inattendu du canton de Zurich, écrit entre autres :

C'est l'attitude du département des chemins de fer vis-à-vis du Jura-Simplon qui a excité le plus de défiance. Pouvons-nous, disaient-ils, attendre quelque chose de bon de la nationalisation quand la plus haute autorité de surveillance s'en laisse imposer et s'abstient d'agir contre une compagnie qui, par la négligence de ses employés, a causé deux graves accidents ? Pourquoi aucun procès pénal n'est-il encore engagé contre les gens responsables des catastrophes de Mönchenstein et de Zollikofen ? Le moindre délit contre la vie ou la propriété est réprimé chez nous, souvent durement, et là où, par une négligence punissable des devoirs de surveillance et des prescriptions du service, des milliers de vies humaines ont été perdues, on ne voit rien venir ! Est-ce le droit et la justice, demandait le peuple ?

Ce n'est pas seulement à Zurich que cette question a été posée. Ailleurs aussi, partout peut-être en Suisse, elle a pesé d'un grand poids sur le scrutin.

## Lettre de Paris.

(De notre correspondant particulier.)

Paris, 8 décembre.

Une affaire finie. — M. Dide sera premier. — Assemblées plénières et autres. — Les obsèques de M. Alphonse et de dom Pedro II.

La question Lafargue est close depuis hier, mais peut-être pas à l'entière satisfaction du principal intéressé. Si le député de Lille est maintenant validé, son entrée à la Chambre s'est faite de façon fort pitoyable. Le rapporteur, M. Goirand, a eu soin d'indiquer qu'il ne se serait pas formé, dans le septième bureau, une majorité en faveur de M. Lafargue, s'il ne s'était agi d'une question de droit dans laquelle la personnalité de l'élu n'est pas en cause.

Les adversaires de l'élection, battus d'avance sur la question légale, se sont vengés en renouvelant les interrogations indiscrettes sur la façon dont M. Lafargue s'est acquitté de son service militaire. Celui-ci est tombé en plein dans le piège en répliquant de la manière la plus maladroite. Sans suivre le conseil donné par M. Ferroul de ne pas répondre — conseil qui avait déjà mis la Chambre en gaité — la malheureuse victime est venue expliquer que si on ne lui avait pas soustrait ses papiers il serait en mesure d'éclairer la Chambre. Cette mauvaise défaite a naturellement mis le comble à l'humiliation, et M. Lafargue s'est ainsi trouvé validé par une majorité considérable, mais aussi peu sympathique que possible.

Je passe sur la suite du débat du budget de la marine, le dépôt d'une demande de secours de 150,000 francs pour les victimes de l'affreuse catastrophe de Saint-Etienne et la continuation de la discussion des tarifs au Sénat pour en venir à la question capitale du jour, l'interpellation sur le cléricisme.

M. Dide a obtenu hier sa revanche sur M. Hubbard. Malgré l'avis contraire du ministre des cultes, son interpellation a été fixée à demain, tandis que celle du député de Seine-et-Oise n'aura lieu que vendredi.

Il semble que le Sénat ait sagement agi en voulant conserver la priorité de cet important débat, en dehors même de toute rivalité d'amour-propre entre les deux assemblées. Un contre-coup sur la situation du cabinet est beaucoup moins à craindre, maintenant que la première discussion — qui sera par là même

même ce délicieux malaise, à n'en rien laisser transparaître, comme si la nature, qui réserve la femme pour des tâches mystérieuses, avait posé des origines sur son âme un sceau de respect pour l'œuvre sacrée qu'elle ignore. Par un mouvement involontaire, elle s'écartait un peu de son ami, qui, sans le remarquer, continuait :

— Chère Lise... il faut m'aimer beaucoup, puisque bientôt vous allez m'appartenir... Encore quelques semaines, et vous serez mienne, enfin ! enfin !

D'un geste tendre et fou, il entourait sa taille, l'attirait, s'efforçait de baisser sa joue. Elle se défendait :

— Laissez donc !... Vous allez amener les pas-

sants !

Et ils riaient, car de passants il n'y en avait aucun, si loin que s'étendit le regard, sauf un grand vol de corbeaux qui s'abattait et se relevait, cherchant sa pâture dans la glèbe. Et Bertrand disait, tenant Lise par la main :

— Pour cet instant où nos cœurs s'aiment si fortement, nous marquerons ce jour parmi les plus beaux et nous en fêterons chaque année l'anniversaire, le voulez-vous ? Et, pour ce seul jour, j'aimerais cette vilaine plaine noire comme une terre d'enchantement.

— Oh ! moi, je les ai toujours aimés, ces grands espaces où le ciel se déploie si largement ; et ces lointains, noyés dans un bleu si fin, si transparent !... Il semble que tout ce qu'on rêve, tout ce qu'on attend, tout ce qu'on désire, soit caché là-bas dans ce lointain bleu et nous attire.

— Ce que vous trouvez beau, c'est votre rêve.

— Et vous, Bertrand, ce que vous appelez laid, c'est ce qui est uniforme... Nous avons ici comme ailleurs des nuages, de l'eau, du soleil, les alternatives du jour et de la nuit... et des étoiles.

— Oui... tout cela sans grâce, sans imprévu ni mystère. Ne pensez-vous pas que le mystère donne du prix à toute chose, qu'un peu d'inquiétude ne nuit pas ? On apprécie mieux les beautés qui se réservent

la principale — aura lieu dans une enceinte où l'on ne fait ni ne défait les ministères.

La formule destinée à fournir une solution acceptable sera plus aisément trouvée avec le temps de la réflexion. Les deux assemblées préparatoires des députés, celle des radicaux et la réunion plénière, — qui ne paraît pas devoir être si plénière que cela, car nombre de députés de la majorité ont manifesté l'intention de ne pas s'y rendre, — auront une base solide de discussion dans ce qui se sera passé au Sénat. Peut-être même jugera-t-on la question épuisée par les développements qu'aura pris l'interpellation de M. Dide, et se dispensera-t-on de donner une seconde représentation sur le même thème au Palais-Bourbon.

Le conseil municipal, qui a levé hier sa séance en signe de deuil, à l'occasion de la mort de M. Alphonse, avait auparavant décidé de célébrer en grande pompe et aux frais de la ville les obsèques de l'éminent directeur des travaux. Le cortège se réunira vendredi, au Champ-de-Mars, où le cercueil aura été préalablement déposé sous le dôme central. La cérémonie religieuse aura lieu à Notre-Dame, et de là on se rendra au Père-Lachaise, où un terrain est gratuitement concédé.

Ces honneurs, de la part des représentants de la ville, rendus à un homme qui a travaillé toute sa vie pour Paris, sont absolument justifiés. Ils font cependant un certain contraste avec l'absence de participation officielle aux obsèques du baron Haussmann. Il y a là une de ces injustices dont la politique est la cause, sans cependant en être une excuse suffisante. Quant aux funérailles de l'empereur du Brésil, elles auront lieu demain à la Madeleine, d'où le corps sera conduit à la gare d'Orléans, par la rue Royale, la place de la Concorde et le boulevard Saint-Germain, pour être transporté à Lisbonne.

Le cérémonial sera analogue à celui des funérailles du dernier roi de Hanovre, sous la présidence du maréchal de Mac-Mahon, et digne de la situation royale du défunt. Le président de la République se fera représenter par le général Brugère, les ministres et les hauts fonctionnaires de l'Etat seront présents. Il y aura foule sur les boulevards pour assister à cette cérémonie exceptionnelle. Ajoutons que c'est par erreur que certains journaux ont cru pouvoir parler de difficultés survenues, à ce sujet, entre le gouvernement français et la légation du Brésil. Celle-ci n'est point intervenue dans une question que le cabinet a réglée dans son entière compétence et d'après le précédent que je viens de mentionner.

## NOUVELLES POLITIQUES

— L'événement du jour est la publication des traités de commerce conclus entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie. D'après le *Standard*, ils visent à la fois les Etats-Unis, à cause du bill Mac-Kinley, la France et la Russie, qui veulent s'isoler. Le tarif français, dit le même journal, a amené la Belgique à se rejeter du côté des puissances centrales. Ces nouveaux traités représentent, sinon le triomphe du libre-échange, du moins le triomphe des principes sur lesquels se base le libre-échange. Il est heureux qu'aucune clause de ces nouvelles conventions commerciales ne soit opposée à l'admission d'autres puissances aux avantages des tarifs conventionnels.

### Les fiançailles du duc de Clarence.

La nouvelle des fiançailles du prince Albert-Victor, duc de Clarence et d'Avondale, avec la princesse Victoria-Marie de Teck, est accueillie dans tout le Royaume-Uni avec satisfaction. L'opinion publique se réjouit de ce que le fils aîné du prince de Galles n'ait pas cherché à l'étranger la future reine d'Angleterre. De plus, la jeune princesse n'est pas seulement aimée à la cour, où la reine Victoria l'avait depuis longtemps prise en affection ; elle jouit d'une popularité réelle dans la nation, et l'on raconte d'innombrables anecdotes sur sa générosité envers les pauvres, sa bonté pour les domestiques, l'aimable accueil qu'elle réserve à ceux qui l'approchent. Aussi a-t-elle été acclamée par la foule, lundi matin, à son arrivée à la gare de St-Pancras, puis à son entrée à Marlborough-House, lorsqu'elle se rendait au lunch que le prince et la princesse de Galles ont donné hier en son honneur.

Du duc de Clarence qui, on se le rappelle, a séjourné un hiver à Lausanne, on dit également grand bien, et le livre de M. J.-D. Rees sur les « Voyages du duc de Clarence et d'Avondale dans les Indes méridionales », qui vient de paraître, le présente sous le jour le plus favorable. On l'approuve surtout de n'avoir pas regardé à la fortune — on sait que la famille de Teck en manque complètement — et de faire un mariage d'inclination.

et se voilent à demi... Mettre un pied devant l'autre sur un terrain plat, monotone, où chaque jour découvrant le même horizon que la veille...

— Mais c'est le bonheur, le vrai bonheur... C'est l'idéal de la vie : chaque jour répétant la veille dans un chemin bien droit, bien uni, où l'on marche avec assurance, sans crainte de piège ni de surprise... sans aventure, sans guerre surtout !...

— Ah ! peureux !... voilà qui n'est pas digne de la femme d'un soldat... Il faut vous habituer à me voir courir partout où il y aura un danger...

— Le danger, pour aujourd'hui, c'est la colère de maman... Mon Dieu ! comme nous sommes allés loin ! Et comme nous allons être grondés !

— Et, de plus, nous allons être mouillés... Le soleil, presque au ras de l'horizon, était comme écrasé par une lourde nuée d'uniforme couleur d'encre, et deux longues gerbes de rayons divergents à droite et à gauche semblaient loucher méchamment...

Dans une clarté jaune abattue en averse vers le sol, tout au loin, sur le chemin, pareille à un gros insecte, madame Dauby se démenait frénétiquement avec de grands gestes télégraphiques de son parapluie et de son mouchoir. Elle montrait alternativement l'horizon chargé de menaces et la ville encore éloignée...

— Oh ! nous allons être grondés, répéta Lise.

Ils se mirent à courir en se tenant par la main, et madame Dauby, qui les vit sur le chemin du retour, ne jugea pas nécessaire de les attendre et d'exposer à l'ondée prochaine sa plus belle robe et ses bottines neuves. Elle prit très résolument les devants.

Lise et Bertrand n'étaient pas à moitié route quand s'abattit sur eux une terrible bourrasque de pluie et de grêle. Bertrand avait ouvert le parapluie de Lise et la protégeait de son mouchoir... Elle, suspendue à son bras, appuyée contre lui, battue du vent et de l'averse, se sentait délicieusement ravie sous ce mince abri que la bourrasque secouait et tordait dans

La date même du mariage n'est pas fixée. Mais tous les intéressés sont d'accord pour que les fiançailles ne durent pas au-delà du printemps prochain.

La reine ayant annoncé, il y a quelques semaines, son intention de mettre ses appartements de Saint-James-Palace à la disposition de son petit-fils, il est probable qu'ils serviront de résidence provisoire aux jeunes époux.

## INFORMATIONS DIVERSES

— Une note officielle relative à l'église du Sacré-Cœur de Montmartre expose la situation actuelle de l'entreprise en faisant appel à la générosité des catholiques.

« Une erreur très-préjudiciable, dit cette note, semble s'être répandue dans le public : c'est que l'église du Vœu-National, étant livrée au culte, est terminée. Malheureusement, il n'en est rien : le monument n'est guère construit que jusqu'aux deux tiers. »

Jusqu'à présent, il a été dépensé en achat de terrain, constructions, etc., 24 millions 64,000 francs.

D'après les devis arrêtés par les architectes et les entrepreneurs, il faut encore dépenser 5 millions pour le gros œuvre, et dans cette somme, il n'est question ni d'ornementation, ni de vitraux, ni de dalage.

L'entreprise, commencée il y a dix-sept ans, n'a plus, en ce moment, que 472,000 fr. en caisse.

— D'après une information adressée de Sofia à la *Gazette de Cologne*, le Sobrani bulgare se disposait à voter une pension annuelle au prince Alexandre, aujourd'hui comte de Hartenan. Les députés se montrent favorables à ce projet. On pense que l'ex-souverain acceptera ce présent comme témoignage des sentiments de gratitude de la Bulgarie.

— Un violent incendie a éclaté lundi soir à Schlestadt (Alsace), dans les écuries des frères Brunstein, derrière le café Rothwill, dans la grande rue venant de la gare. Une tempête activa le feu. Rapidement, douze maisons furent en flammes. Le vent chassa une pluie de feu sur la ville. Le Neuthurm, l'ancienne porte restaurée, a brûlé bientôt.

A 200 mètres du foyer primitif éclata bientôt un nouvel incendie plus formidable que l'autre. Une quarantaine de maisons, formant deux rues, ont été entièrement détruites.

Les pompiers de Strasbourg, de Colmar, de Ribeauvillé ont été appelés télégraphiquement. L'affolement était grand. Hier matin, à neuf heures, on était maître du feu. Des monceaux de décombres continuaient à brûler. Quelques pompiers et plusieurs habitants ont été légèrement blessés. Il n'y a pas d'accident grave.

### L'explosion de St-Etienne.

Saint-Etienne, 8 décembre.

La journée d'hier a été consacrée à la lugubre opération de la remonte des cadavres. A neuf heures du matin, trente corps avaient été sortis du puits de la Manufacture. Les recherches ont dû alors être interrompues, le feu s'étant déclaré dans le chantier situé en haut du plan incliné qui relie les puits de la Manufacture et de la Pompe, et c'est seulement après la construction du barrage qu'elles ont été reprises par les équipes d'ouvriers, secondés par les élèves de l'école des mines de Saint-Etienne et dirigés par les ingénieurs de la compagnie.

A six heures du soir, cinquante-six cadavres avaient été retrouvés, horriblement brûlés, quelques-uns presque broyés sous les éboulements et par les projections contre les parois des galeries qui accompagnent toujours les explosions de grisou. Trois mineurs, miraculeusement échappés à la mort, ayant été remontés hier, ainsi que nous l'avons annoncé, il reste encore trois victimes au fond de la mine. Elles doivent être ensevelies sous l'éboulement qui s'est produit dans le puits de la Pompe, et le déchargement de ces cadavres pourra être assez long.

La reconnaissance des victimes, transportées à l'hôpital du Soleil, a donné lieu à des scènes navrantes.

Paris, 8 décembre.

Des secours s'organisent pour les victimes de la catastrophe de St-Etienne. Une matinée est organisée au Théâtre-Français en leur faveur.

## CONFÉDÉRATION SUISSE

### ASSEMBLÉE FÉDÉRALE

Séance du 8 décembre 1891.

#### Conseil national.

Démission de M. Weli. — Budget.

A l'ouverture de la séance, le président interrompit la discussion du budget pour donner lecture de la lettre suivante, qu'il a déjà reçue hier soir de M. Weli :

Berne, le 6 décembre 1891.

A la haute Assemblée fédérale de la Confédération suisse.

Très honorés Monsieur le Président et Messieurs les conseillers !

Les circonstances m'engagent à adresser à la haute Assemblée fédérale la demande respectueuse de me dé-

charger de mes fonctions de membre du Conseil fédéral pour la fin de cette année.

A l'expression de ce désir, je joins mes remerciements les plus vifs pour la confiance que m'ont témoignée les Chambres fédérales, pendant les 25 années que j'ai revêtu ces fonctions, et, en prenant congé de vous, je fais les vœux les plus sincères pour la prospérité et le bonheur de notre patrie.

Agréz, Messieurs, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

(Signé) : WELI.

M. KUNZLI demande la parole : les services éminents et nombreux rendus à la patrie par M. Weli pendant ces vingt-cinq ans sont trop connus pour qu'il soit nécessaire de les rappeler. Or, il est encore à même, nous sommes unanimes à le reconnaître, d'en rendre d'aussi excellents. L'orateur propose que la présidence soit chargée expressément de faire une démarche en son nom auprès de M. Weli pour qu'il retire sa démission.

M. FAVON se joint à cette proposition. On peut avoir combattu quelques-unes des idées du chef du département des chemins de fer et désirer cependant vivement qu'il demeure à son poste. Il y a aujourd'hui de graves motifs pour que cette démission soit retirée.

M. HOCHSTRASSER déclare que, personnellement, il ne votera pas cette proposition, non pas qu'il désire le départ de M. Weli, mais parce qu'il pense qu'une démission aussi catégorique doit être acceptée.

Aucune autre opposition n'est soulevée contre la proposition Kunzli, qui est acceptée tacitement.

M. LACHENAL remet la présidence à M. Brosi pour aller conférer avec M. Weli.

La discussion du budget pour 1892 est reprise, mais l'attention est distraite, et dans tous les groupes on discute avec émotion la démission de M. Weli.

Au département de justice et police, le crédit pour l'organisation de l'office fédéral de la poursuite et de la faillite est porté de 23,000 à 32,000 fr.

MM. SCHERRER-FULLEMANN et MARTIN rapportent sur le département militaire fédéral. La commission fait observer que quelques crédits nouveaux ne sont introduits par aucune loi ou arrêté. La commission propose de réduire de 560,000 à 280,000 fr. le crédit pour la réserve des pantalons d'infanterie.

M. FREY, conseiller fédéral, donne quelques explications.

L'ensemble du budget militaire est voté sans opposition.

Au département des chemins de fer, MM. THÉRAULAZ et ZSCHOKKE demandent la suppression des billets du dimanche. M. Forrer les défend.

La discussion du budget terminée rapidement, on passe aux postulats.

Le premier postulat est adopté, après une courte discussion, dans la forme suivante :

Le Conseil fédéral est invité à mettre chaque fois, à la disposition des commissions chargées d'examiner le budget, une liste des fonctionnaires et employés de l'administration centrale, avec indication du chiffre de leur traitement prévu dans le projet et des limites dans lesquelles ce traitement se meut d'après la loi, si celle-ci fixe des limites.

La séance est levée à une heure vingt.

### Conseil des Etats.

Assermentation. — Bulletin sténographique. — Droit d'initiative.

Les deux députés de Genève, MM. Raisin et Odier, prêtent le serment.

Le Conseil décide de faire sténographier les débats sur les objets suivants : taxes de patentes des voyageurs de commerce ; monopole des allumettes ; chasse et protection des oiseaux ; motion Wurz réclamant la révision de la loi sur la procédure pénale fédérale.

Puis le Conseil reprend la discussion de la loi sur l'exercice du droit d'initiative.

A l'article 5, le Conseil institue, sur la proposition de sa commission, la procédure suivante pour le dépôt des 50,000 signatures : Le dépôt de la première demande est publié par la chancellerie fédérale dans la *Feuille fédérale*, avec l'observation que, dans le délai de six mois à partir de cette publication, les demandes semblables peuvent être valablement adressées.

A l'article 6, on maintient, malgré l'opposition de M. Schenk, conseiller fédéral, l'obligation pour l'Assemblée fédérale de se prononcer dans les douze mois sur les propositions provenant de l'initiative.

Une discussion prolongée s'engage sur la procédure à suivre lorsqu'il y a une proposition des 50,000 et une contre-proposition de l'Assemblée fédérale.

Le Conseil fédéral propose une double votation : l'une éventuelle, pour choisir entre les deux projets opposés ; l'autre définitive, pour choisir entre le projet orfèré et le *statu quo*.

Le Conseil national, au contraire, n'admet qu'une seule votation, coordonnée et, dans la pratique, impossible.

M. SCHOCH, au nom de la majorité de la commission, défend le système du Conseil fédéral.

M. SCHERR, rapporteur de la minorité, défend celui du Conseil national.

M. Wurz critique le système du Conseil national, qui permettrait aux Chambres de faire échouer tout projet d'initiative en divisant en deux camps les partisans de celui-ci, au moyen d'un contre-projet. Exemple : 300,000 citoyens veulent la représentation des minorités, 200,000 le *statu quo*. La demande d'initiative repose sur le système Hagenbach ; le contre-projet des Chambres repose sur le système du vote limité. Et voici les 300,000 qui se partagent sur les deux projets

réver tout haut ; écoutez claquer les volets et les portes sur leurs vieux gonds rouillés.

Le dîner fut charmant ; le rôti était à point, la crème au kirsch fut proclamée parfaite, et madame Dauby avait recouvré sa sérénité.

Quand le couvert fut desservi et que chaque chose eut été remise en place, Lise et Bertrand s'assirent près du feu. Madame Dauby allait et venait. Sur les instances de Lise, M. d'Espavris avait allumé une cigarette et la dégustait voluptueusement, les yeux demi-clos, dans cet état d'aise délicieux où toute parole est superflue, où les cœurs s'entendent dans le silence, dans une plénitude de vie sereine qui suspend jusqu'à la pensée. Le grésillement de l'averse au dehors le berçait doucement, et son regard un peu voilé se reposait sur la jolie tête fine de Lise, assise en face de lui, le coude sur le genou, le menton dans la main. Il s'était placé sans y prendre garde dans le grand fauteuil de cuir où Lise tant de fois avait vu son père. Elle le remarqua et le souvenir lui vint de ces longues soirées de détresse où elle épiait, oppressée d'inquiétudes, sa courte somnolence quand tous attendaient le retour tardif d'Arthur, le bruit de ce pas furtif glissant dans l'ombre, de ce frôlement presque insensible contre les murs du corridor. Et elle frémissait encore à ce souvenir.

— Qu'avez-vous ? demanda Bertrand, qui la vit se dresser subitement, l'œil fixe, l'oreille tendue.

Rien... Je me souvenais... Et l'illusion était si forte qu'un moment j'ai cru entendre marcher dans le corridor.

— C'est le vent qui rôde.

— Oh ! sans doute... Pourtant on eût dit un pas à peine appuyé.

— Ce ne peut être François, car elle appuie, elle. Vous avez rêvé, chère enfant !

— Heureusement ! Je ne sais pourquoi ces soirs d'autrefois me reviennent en ce moment.

— Et c'est votre crime, Lise chérie !... Vous ne devez penser qu'à moi...

— Bien clos ? dit Lise en riant, car il avait fini par

et se trouvent, de majorité qu'ils sont, transformés artificiellement en deux minorités de 150,000 voix chacune, battues par les 200,000 partisans du *statu quo*.

Eventuellement, M. Wurz propose un troisième système, qui aurait l'avantage de ne nécessiter qu'une seule votation, tout en respectant l'entière liberté des votants, et qui donnerait un résultat absolument conforme à la volonté populaire. Ce système est formulé comme suit :

Art. 11. — Si l'Assemblée fédérale émet un projet spécial ou s'il y a, en présence de deux projets d'initiative concernant le même objet, la votation sur les deux projets doit être ordonnée de telle façon que le citoyen puisse, en répondant à trois questions posées simultanément, déclarer lequel des deux projets il préférerait éventuellement à l'autre et s'il préfère, ou non, soit l'un, soit l'autre de ces projets au *statu quo*.

A cet effet, trois questions seront posées sur le même bulletin, chacune des questions posant l'un des trois alternatives possibles, et le citoyen désignera par un oui à chacune des trois questions, la solution qu'il préfère à l'autre.

Est réputée adoptée la solution qui a été préférée aux deux autres par la majorité du peuple et par celle des Etats.

Art. 11 bis. — S'il y a en présence de deux projets issus de l'initiative et un projet élaboré par l'Assemblée fédérale, il est d'abord procédé, comme il est dit à l'art. 11, à une votation éventuelle entre les trois alternatives et le résultat de cette votation éventuelle est ensuite opposé, dans la votation définitive, au maintien du *statu quo*.

M. LORETAN, lui aussi, critique le système du Conseil national qui sacrifie tout, logique, justice et liberté de l'électeur, au piètre avantage de n'avoir qu'une votation. Ce serait, comme l'a dit un journal de la Suisse romande, l'étranglement du droit d'initiative.

A la votation, la proposition éventuelle de M. Wurz est préférée au système du Conseil national ; puis, au vote définitif, c'est le système des deux votations successives, dont une éventuelle, qui l'emporte à la grande majorité de 35 voix. C'est le système du Conseil fédéral avec cette différence que la double majorité, des votants et des cantons, sera requise non seulement pour la votation définitive, mais aussi pour la votation éventuelle.

Au cours de la discussion, le président a donné lecture de la lettre de démission de M. Weli.

Le conseil décide, sans opposition, à la demande de MM. Munzinger et Wurz, de s'associer à la démarche du Conseil national pour engager M. Weli à retirer sa démission.

### Chemins de fer.

Il se confirme que M. Curti a l'intention de déposer une proposition tendant à nommer une commission parlementaire permanente dont l'objet serait l'étude sous toutes ses faces de la question ferrugineuse en général. Un crédit important serait accordé à cette commission pour faire procéder par des gens compétents à des études complètes. La nomination de cette commission ne préjugerait en aucune façon les solutions qui seraient proposées. On chercherait à représenter dans son sein toutes les nuances d'opinion en matière ferrugineuse.

Le Tribunal fédéral a statué samedi d'une manière préliminaire sur un procès important intenté par les compagnies du Gothard et du Nord-Est à la Confédération.

Les compagnies prétendent avoir été taxées à tort au taux fixé par la loi sur les chemins de fer pour la redevance que la Confédération perçoit comme indemnité pour la concurrence faite par les lignes ferrées à la régle des postes quant au transport des voyageurs. Cette redevance n'est perçue que des compagnies dont les actionnaires touchent un certain revenu.

La question préliminaire qui se posait était de savoir s'il s'agissait d'une question de droit privé ou d'une taxe fixée comme un impôt et relevant du droit administratif. Dans le premier cas, le Tribunal fédéral serait compétent, et il examinerait ensuite si la nouvelle loi est applicable ou non aux compagnies.

S'il s'agit d'une question de droit public relative à l'application d'un impôt, la décision prise par le Conseil fédéral l'aurait été dans sa compétence et ne serait pas attaquant.

Le Tribunal fédéral unanime, après une délibération qui a duré toute la journée, s'est déclaré compétent. Les opinions paraissent fort divisées, en revanche, sur la question de savoir si oui ou non la loi est applicable.

Le Conseil fédéral aura maintenant à voir s'il veut admettre la compétence du Tribunal ou soulever le conflit qu'aurait à trancher l'Assemblée fédérale.

### Aux Suisses à l'étranger.

Au banquet annuel de la Société des carabiniers, M. Henri Gaulis, député, a porté aux Suisses à l'étranger un toast très applaudi. Le *Conteur* nous en apporte le texte. Nous le reproduisons, certains qu'on le lira avec plaisir.

Messieurs et chers compatriotes, Après le toast à la Patrie que vous venez d'applaudir comme il le méritait, il en est un qui me semble



Je veux vous parler de nos compatriotes à l'étranger, parmi lesquels on compte beaucoup de Vaudois, dont le nombre s'est encore augmenté par de récents départs pour le Nouveau-Mexique, où ils fondent actuellement une colonie qui porte déjà le nom de *Vaud*.

Eh bien, Messieurs, ces confédérés qui sont disséminés dans le vaste monde, comme les îlots dans l'Océan, et qui n'oublient jamais la patrie, demandent aussi qu'on ne les oublie pas.

Dès qu'ils sont en nombre, les Suisses à l'étranger se constituent en sociétés, sociétés de secours mutuels, de chant, de gymnastique, etc. Puis, chaque année, une fois au moins, ils se réunissent pour discuter leurs affaires; après quoi ils terminent la journée par un banquet, dans une salle ornée d'écussons cantonaux, au milieu desquels le drapeau fédéral symbolise la patrie absente. Leur premier toast, qui est toujours pour elle, est suivi de discours et de chants patriotiques. L'émotion, qui s'empare alors de tous les cœurs, rappelle ce que disait Didier des Suisses au service de Naples et de France :

*Jamaïs Cent-Suisse au loin n'entend le Ranz-des-Vaches*  
Sauf qu'une larme tombe au bord de ses moustaches.

Car ces deux vers, après le changement d'un seul mot, peuvent parfaitement s'appliquer à nos confédérés si nombreux aujourd'hui à l'étranger, quand ils chantent la patrie :

*Jamaïs un Suisse au loin n'entend le Ranz-des-Vaches*  
Sauf qu'une larme tombe au bord de ses moustaches.

Un petit journal vaudois met en tête de ses numéros cette simple devise : *Le sol, c'est la patrie*. Il y a là beaucoup de vrai, et je crois pouvoir dire que pour nos compatriotes absents, le sol est bien la patrie, car toujours ils ont leurs regards tournés de son côté et ils ne se désintéressent jamais de ce qui se passe chez nous.

Le 1<sup>er</sup> août, quand toute la Suisse était debout pour fêter le sixième centenaire de la Confédération et que, dans cette splendide soirée, les feux de joie allumés sur tous les monts lançaient leurs flammes vers le ciel, que les pensées de tous montaient, elles aussi, vers Celui qui depuis des siècles est le seul maître que reconnaisse la Suisse, nos Confédérés à l'étranger étaient tous de cœur avec nous pour demander à notre Souverain Maître de continuer à protéger notre patrie.

Et plus tard, les journaux, échos de ce qui s'était passé au loin, nous racontaient avec quel entrain et quel patriotisme nos Confédérés avaient fêté partout notre glorieux anniversaire.

Non, ils ne nous oublient jamais. Dans nos tirs fédéraux, le pavillon des prix compte toujours, parmi les prix les plus beaux, ceux des Suisses à l'étranger. Quand un malheur vient nous frapper, soit qu'une rivière, rompant ses digues, jette la désolation dans une de nos paisibles et riantes vallées, soit que la flamme perfide, chassée par un coup de foudre, dévore en quelques instants un village de nos montagnes, ces Suisses, qui vont demander à l'étranger les moyens d'existence qu'une mère féconde, plus riche en enfants qu'en ressources, ne peut leur donner, ces Suisses, malgré l'éloignement, et avec un esprit de solidarité admirable, prélèvent sur ce qu'ils gagnent les secours qu'ils s'empressent de nous envoyer !

Chers concitoyens,

C'est donc à nos fidèles et chers Confédérés à l'étranger que je veux porter mon toast, vous priant de vous joindre à moi pour leur souhaiter bonne santé, bonheur et prospérité. Faisons des vœux pour que beaucoup d'entre eux puissent revenir au pays pour d'un repos bien mérité et que, contemplant nos coteaux et nos montagnes et se rappelant d'anciens souvenirs, des larmes, — mais des larmes de bonheur, — puissent encore tomber sur leurs vieilles moustaches blanchies par l'âge et le travail !

Aux Suisses à l'étranger : Qu'ils vivent et qu'ils prospèrent !

## NOUVELLES DES CANTONS

**GENÈVE.** — Le tribunal civil de la Seine a rejeté hier l'exception d'incompétence soulevée par la ville de Genève dans l'affaire de la succession Brunswick. Le tribunal, considérant l'action des héritiers de Civry comme une action relative à la liquidation et au partage d'une succession, et admettant que le dernier domicile légal du duc de Brunswick était Paris, s'est déclaré compétent et a condamné la ville de Genève aux dépens de l'incident.

## CANTON DE VAUD

**Pêche.** — L'élaboration du concordat pour la pêche sur le lac de Morat a eu lieu dimanche à Payerne entre les gouvernements de Vaud et de Fribourg. Le Conseil d'Etat vaudois était représenté par M. Viguerat, accompagné de son chef de service, M. Puenzieux, et celui de Fribourg par MM. Menoud, directeur des finances; d'Epinay, préfet du Lac, et Alfred Berthoud, convoqué à titre d'expert.

### Amélioration de la race chevaline.

Nous recevons la lettre suivante :

A en juger d'après l'article signé A. D., qui a paru dans vos colonnes le 5 décembre, à propos de l'assemblée générale de la Société pour l'amélioration de la race chevaline, une proposition faite par quelques-uns des membres de cette société paraît avoir été si mal comprise que je demande de votre obligeance la permission de l'expliquer par quelques mots.

Bien avant que votre correspondant s'occupât de la question chevaline, l'auteur de ces lignes s'était joint à tout ce qui s'est fait depuis trente ans pour l'amélioration de nos chevaux et en a laissé des preuves. Persuadé que le sang seul pouvait porter remède aux défauts inhérents à une race abâtardie, il a été heureux de constater l'appui donné par la Confédération et les cantons aux demandes faites pour obtenir des reproducteurs de plus en plus purs du sang. Grâce à ces importations, grâce aux excellentes mesures prises pour encourager l'éleveur et à l'habile direction de la Société d'amélioration, un changement marqué a eu lieu et ce sang généreux qui donne la vigueur, l'indépendance et le feu au cheval a été très généralement infusé dans la masse de notre population chevaline.

Si nous formions simplement une société de cavalerie, nous n'aurions qu'à continuer. Cependant je considère qu'une société d'amélioration doit consulter les besoins du pays et s'efforcer de les satisfaire. Nous ne le ferons pas entièrement en continuant à poursuivre le but unique auquel nous avons tendu jusqu'ici; les diverses expositions nous l'ont démontré, et la proposition qui a été faite, non pas d'introduire des mastodontes, mais de suivre à des spécialités, le cheval d'armes et le cheval ayant du gros train en ayant un certain degré de sang, n'avait rien que de naturel.

La France, l'Angleterre, l'Allemagne nous donnent l'exemple d'une sollicitude bien comprise pour l'amélioration des races chevalines. Dans les concours que nous y avons vus, nous avons vu à côté du cheval de selle trois quarts de sang ou pur sang, le cheval de trait également encouragé et amélioré.

Important en Suisse environ 10,000 chevaux de trait par an, nous demandons s'il est sage de chercher

à ne faire produire aux 6000 juments poulinières de la Suisse que des chevaux légers dont le placement est limité et dont l'armée, si elle se recrutait uniquement en Suisse, ne prendrait jamais plus de 5 à 600 sujets par an ?

Nous avons en Suisse des contrées à sol léger où le cheval fin et élégant trouve le milieu qui lui convient, mais nous avons aussi des districts plantureux où domine le sol argilo-calcaire et où le cheval ayant du gros se développera et s'utilisera.

W. R.

**Argile.** — Le prix-courant de la vendange a été fixé à 70 c. le litre.

**Vevey.** — Le violent coup de vent de la nuit de lundi à mardi a failli causer une catastrophe sur le lac.

Une « cochère » appartenant à M. Louis Grangier, à La Tour, la *Vaudouise*, montée par trois hommes, était venue s'ancrer lundi soir, à l'entrée du port du Grand-Hôtel. Les trois hommes s'étaient couchés dans la cabine qui se trouve à l'avant du bateau. Vers 1 h. 1/2 du matin, au moment où le tempête se déchaînait dans sa plus grande fureur, ils furent brusquement réveillés. Fortement secouée, la cochère, avait rompu sa chaîne et, déjà à demi remplie d'eau, s'en allait à la dérive. L'équipage ne put qu'à grand-peine se tirer d'embarras et gagner le rivage, abandonnant le bateau qui, porté par les lames furieuses, vint se briser sur un enrochement.

**Vevey (Corr.).** — M. Ch. Chatelain, ministre, fera dimanche 13 décembre, dans le temple de Ste-Claire, une conférence sur l'œuvre des diaconesses de Saint-Loup.

**Nyon (Corr.).** — Vous avez parlé récemment des allumettes sans poison de la manufacture de Fleurier. Leur avantage, dites-vous, est de s'allumer par simple friction sur toute surface rugueuse, tandis que l'allumette suédoise exige un enduit spécial. Mais la nécessité de cet enduit fait justement de l'allumette suédoise une allumette de sûreté, par la raison qu'elle écarte tout danger d'incendie.

L'allumette sans poison n'est du reste pas une nouveauté. La fabrique d'allumettes de sûreté de Nyon confectionna, en 1877 déjà, une allumette sans poison, s'allumant partout. Mais, ensuite de la mise en vente par certaines fabriques allemandes de produits défectueux, qui causèrent à ce moment de nombreux accidents, la Confédération rapporta son arrêté interdisant la fabrication des allumettes phosphoriques et on ne songea plus aux allumettes sans poison.

En proposant le monopole, le Conseil fédéral a-t-il le désir de fournir exclusivement des allumettes de sûreté ? Si c'est son intention, rien ne l'empêcherait de laisser le soin de cette fabrication aux manufactures qui existent actuellement et qui sont placées de façon à satisfaire la consommation entière du pays.

Il m'a paru en tout cas utile de rappeler que notre canton a possédé la première manufacture d'allumettes dites suédoises; elle existe à Nyon depuis 1873.

**Moudon.** — La ligne téléphonique Lausanne-Moudon sera ouverte le 15 décembre et non le 11.

**Vullyens.** — Dans la nuit de lundi à mardi, dit l'*Eclair*, un violent incendie a éclaté à Vullyens. Une grange avec écurie et remise a été entièrement détruite. Tout le bétail a pu être sauvé; les domestiques, déjà couchés, n'ont pu se tirer d'affaire qu'avec l'aide des gens accourus du dehors; toutes les récoltes et le mobilier sont restés dans les flammes.

## LAUSANNE

**Jules Perrin.** — Lundi, un long cortège dans lequel figuraient des délégations des autorités communales et un grand nombre de députés, a accompagné au cimetière de Montoia, la dépouille mortelle de Jules Perrin. Au bord de la fosse, M. Boiveau a dit un dernier adieu à ce citoyen excellent. Il a parlé à peu près en ces termes :

« Au moment où cette fosse va être comblée, au bord de cette tombe ouverte encore, vous ne trouverez pas étrange qu'un membre de la députation de Lausanne au Grand Conseil vienne, au nom de tous, adresser un dernier adieu à celui qui, 17 années durant, fut leur collègue, collègue loyal et dévoué, collègue aimé pour la bonté de son cœur, qui se manifestait par cette constante bienveillance dont tout ceux qui l'ont connu ont apprécié les effets.

« Pour n'avoir pas mené grand bruit autour de sa personne, Jules Perrin n'en a pas moins occupé pendant de longues années une large place dans notre vie lausannoise. — Dans cette ville, nulle figure n'était mieux connue ni plus généralement sympathique que la sienne. Enfant de cet Ouchy qu'il a tant aimé, c'est là qu'il a débuté dans la vie. Ses commencements furent modestes entre tous; aux prises dès sa jeunesse avec les difficultés matérielles de l'existence, dans cette lutte pour la vie qu'il commençait, il n'avait alors à ses côtés, comme auxiliaire, que son énergie, sa persévérance et son amour du travail; c'était là tout ce dont il pouvait disposer mais c'était beaucoup. — Ces qualités précieuses il les a possédées jusqu'au bout et ce sont elles qui, à travers de mille difficultés l'ont conduit à la position si honorable qu'il s'était acquise.

« Dans cette vie consacrée au labeur incessant, il y a une grande leçon que chacun peut comprendre. « Qu'on ne dise pas qu'une existence semblable ne profite qu'à celui qui a ainsi vécu, rien ne serait plus injuste. Sans parler de tous ceux auxquels pendant sa longue carrière Jules Perrin a procuré le travail, ne nous a-t-il pas donné à chacun de nous une chose bonne et excellente : l'exemple. Moins que jamais de nos jours et quelle que soit leur position, la vie n'est faite pour ceux qui veulent se croiser les bras. La vie est un champ dont chacun de nous doit tout à tour labourer et ensemencher une parcelle. Pour ceux qui comprennent ainsi cette manifestation mystérieuse qui s'appelle la vie, le repos n'est pas de ce monde; quand l'heure vient pour eux de le prendre, c'est la plupart du temps aussi l'heure du départ qui sonne.

« Cette pensée ne saurait nous attrister. Travailler jusqu'à la fin, tomber comme le soldat sous les armes, chercher à être utile aux autres jusqu'au bout, cela vaut bien la peine d'avoir vécu.

« Il en a été ainsi de l'homme auquel nous rendons les derniers devoirs. »

**Sérénade.** — Hier soir, à 9 heures, dit l'*Estafette*, une troupe de soixante Zolliengins a donné une sérénade au nouveau Docteur *honoris causa* de l'Université de Berne, M. le professeur Henri Vuilleumier, à son domicile de la rue du Midi. La surprise a été complète pour celui à qui était destinée cette petite fête. Les étudiants ont chanté des chœurs de circonstance, puis il y a eu un échange de discours.

**Ecoles des Terreaux.** — Depuis 1876, la commission des écoles des Terreaux fait donner, chaque année, une conférence publique en faveur de ces écoles. En leur qualité d'écoles privées, elles ne reçoivent aucun subside de l'Etat, ni de la commune; leurs recettes proviennent des écoles, ainsi que des contributions de l'Eglise libre de Lausanne, sous forme d'allocation fixe ou de dons individuels. Le

budget dépasse 7000 francs, et pour l'équilibrer, on compte entre autres sur 150 à 200 francs que rapporte d'ordinaire la conférence.

Cette année, on a fait appel à un Vaudois, fixé à Genève depuis trois ou quatre ans comme professeur de théologie, et dont le nom n'est point oublié. C'est M. Aloys Berthoud, qui fut dix ans pasteur de l'Eglise libre, à Lausanne. Ce soir, dans la chapelle des Terreaux, il parla du *Décor* et du *Bonheur*. Nous lui souhaitons un nombreux auditoire.

**Rectification.** — Dans l'analyse que nous avons donnée hier de la carte des pluies du bassin du Léman, par M. F.-A. Forel, une faute d'impression nous a fait attribuer une chute d'eau annuelle de 7,5 m. aux sommets du Jura. C'est 1,5 m. qu'il faut lire.

## CHRONIQUE JUDICIAIRE

TRIBUNAL CANTONAL

Séance du 24 novembre 1891. — Une commune est fondée à intervenir dans une action en nullité de cessions de créances, si elle estime que les cessions sont simulées.

Bien que l'intérêt de la dite commune soit basé sur le droit de mutation qu'elle aura à percevoir, cet intérêt n'en justifie pas moins l'intervention de la commune au procès, purement civil, qui a pour but de faire statuer sur la validité des cessions, et non pas de faire prononcer qu'un impôt est dû.

En pareil cas, une administration communale a le droit et le devoir d'agir conformément à la procédure civile pour sauvegarder les intérêts de la commune (c. p. c. art. 106) — G. c. commune de M.

Doit être admise la preuve testimoniale d'allégations se bornant à dire que, pendant une certaine période, une partie a fait certaines prestations ou certaines réclamations. On ne saurait dire, en effet, qu'une pareille preuve porte sur l'existence d'une convention (c. c. art. 997).

On ne saurait, par contre, admettre la preuve testimoniale d'un allégué consistant à dire que des prestations ont été faites à tant moins des intérêts dus sur certains titres, un pareil allégué ne tendant pas seulement à établir le fait matériel des prestations, mais renfermant, en outre, la notion juridique d'une compensation — B. c. B.

Un contrat de vente mobilière peut être prouvé, vis-à-vis des tiers, sans être revêtu du visa pour date certaine (c. o. art. 9) — D. c. C.

Séance du 25 novembre 1891. — Le recours contre le refus de suspendre l'instruction d'un procès doit être porté au Tribunal cantonal avec le fond de la cause (c. p. c. art. 127) — G. c. C. et Y.

COUR CIVILE

Séance du 26 novembre 1891. — La novation ne saurait porter que sur une dette primitive valable, et non pas sur une dette de jeu, qui ne donne lieu à aucune action en justice.

On ne saurait non plus transiger valablement, ni faire aucune imputation, légale ou conventionnelle, sur une pareille dette (c. o. art. 17, 512 et suiv.) — G. c. U.

Séance du 2 décembre 1891. — Lorsque la personne visée dans une plainte est reconnue innocente, l'auteur de la plainte ne saurait être passible de dommages-intérêts, que s'il est établi qu'il a agi dans le but de nuire, ou d'une façon imprudente, ou enfin avec une légèreté condamnable.

On ne saurait dire que le plaignant a agi à la légère ou avec une imprudence comparable, lorsqu'il avait des motifs sérieux de porter sa plainte et qu'il a donné au juge d'instruction les renseignements et indices de nature à justifier les soupçons, l'enquête demeurant secrète à l'égard de l'art. 251 c. p. — R. c. R.

COUR DE CASSATION PÉNALE

Séance du 25 novembre 1891. — La loi ne prévoit aucun recours contre le prononcé d'un juge de paix rendu en vertu de l'art. 725 c. p. c. — M.

Séance du 1<sup>er</sup> décembre 1891. — Il est de principe, en droit pénal, que la peine, tant afflictive que pécuniaire, est personnelle. Ce principe doit être appliqué aussi bien en matière de contraventions réprimées par des lois spéciales que lorsqu'il s'agit de délits prévus par le code pénal.

Aucune disposition de la loi sur la presse ne s'oppose à ce qu'un journal ait plus d'un éditeur. — Ministère public c. C.

Le juge pénal qui, en vertu de l'art. 444 c. p. p., condamne le plaignant à tout ou partie des frais, n'est pas tenu d'indiquer, dans son jugement, les circonstances mentionnées à cet article; la Cour de cassation pénale ne saurait revoir, sur ce point, la décision du juge de première instance. — Recours B.

## DERNIER COURRIER

Paris, 8 décembre.

A la Chambre, M. Lafargue dépose une proposition d'amnistie s'appliquant à quatre personnes : Culine, l'instigateur des désordres de Fourmies; Henri Rochefort et Dillon, les condamnés de la Haute-Cour; et enfin M. Lafargue lui-même, dont, on le sait, la Chambre a requis la suspension de la peine d'emprisonnement pour lui permettre de remplir son mandat législatif, mais qui, ses devoirs parlementaires accomplis, retombe sous le coup de la condamnation qui l'a frappé.

Tous les condamnés pour faits de grève, se rapportant soit à la dernière grève des mineurs, soit à d'autres grèves antérieures, sont libérés à l'heure actuelle.

M. Lafargue a défendu sa proposition par un discours qui a soulevé de nombreux orages. Il a loué les discours du comte de Mun et l'encyclique du pape au milieu des protestations de la gauche.

MM. Brisson et Lavy lui ont répondu, au nom des radicaux et des socialistes, qu'ils repoussent toute alliance avec la droite.

Après un discours de M. de Freycinet, la proposition de M. Lafargue a été rejetée par 398 voix contre 113.

On a repris ensuite la discussion du budget de la marine.

Paris, 8 décembre.

Le conseil des ministres de ce matin a arrêté le sens des déclarations que le gouvernement fera demain au Sénat et qu'il reproduira vendredi à la Chambre, en réponse aux interpellations Dide et Hubbard sur l'altitude des évêques.

Le gouvernement se placera sur le terrain du maintien du concordat. Mais, en même temps qu'il entend continuer à appliquer ce contrat, il est résolu à imposer aux évêques le respect des pouvoirs établis et la soumission aux lois du pays par tous les moyens que la législation existante met à sa disposition et qu'il estime être suffisants.

C'est le ministre de la justice et des cultes qui répondra aux interpellations; mais, suivant toutes probabilités, MM. Ribot et de Freycinet seront amenés à intervenir dans le débat dans l'une et l'autre Chambre.

Les différents groupes du Sénat ont délibéré sur l'ordre du jour qui devra clore l'interpellation. Le centre-gauche et la gauche républicaine veulent exprimer leur confiance dans le gouvernement et affirmer le maintien de la politique concordataire. L'union républicaine « considérant que la subordination des Eglises à l'Etat est la condition nécessaire de la paix publique, veut inviter le gouvernement à faire respecter et à appliquer strictement les lois qui régissent les rapports de l'Eglise et de l'Etat, et passe à l'ordre du jour. » Enfin, la « gauche démocratique, que préside M. Ranc, et qui joue au Sénat le rôle de l'extrême-gauche, voudrait dire : « Le Sénat considérant que la recrudescence des menées ultramontaines constitue un danger permanent, invite le gouverne-

ment à user de tous les moyens qu'il a à sa disposition ou qu'il croirait devoir demander au Sénat pour y mettre un terme. »

## DÉPÊCHES

**Berne, 9 décembre.** — La plupart des journaux suisses expriment leurs profonds regrets de la démission de M. Welter.

La *Nouvelle Gazette de Zurich* (lib.) dit que dans le canton de Zurich on est très mécontent de la façon dont M. Welter a dirigé le département des chemins de fer, mais que néanmoins la confiance en M. Welter, conseiller fédéral, subsiste entière et qu'on désire voir l'éminent homme d'Etat rester au gouvernement. Le journal zurichois voudrait que M. Droz prit les chemins de fer et M. Welter les affaires étrangères.

La *National Zeitung* (rad.) dit que le peuple suisse tout entier regretterait le départ de M. Welter qui a été pendant si longtemps l'ornement du Conseil fédéral.

Le *Genevois* regrette la démarche de M. Welter au point de vue du précédent. La démission de M. Welter, si elle était maintenue, dit-il, serait un fait des plus fâcheux. Elle consacrerait une modification profonde de notre droit public en créant la responsabilité ministérielle, avec toutes ses tristes conséquences, instabilité, politique personnelle et le reste. Avec une semblable doctrine, et si la nation est appelée à plébisciter pour ou contre les conseillers fédéraux, nous irons tout droit à un remaniement profond de nos institutions et spécialement à la nomination du Conseil fédéral par le peuple.

Le *Bund* dit que la démission de M. Welter a fait une impression profonde et que, si elle était maintenue, elle serait universellement regrettée.

Le *Tagblatt*, de Berne (cons.) rappelle les grands services rendus par M. Welter, surtout en matière militaire; il dit que M. Welter n'a jamais représenté le parti conservateur étant trop centralisateur pour cela, mais que chacun rend hommage à l'indépendance de son esprit et de son caractère et regrette qu'il quitte le pouvoir en d'aussi tristes circonstances.

**Berne, 9 décembre.** — C'est hier à quatre heures que les présidents des deux Chambres ont rempli vis-à-vis de M. Welter la mission dont ils avaient été chargés officiellement par leurs collègues unanimes.

L'entrevue a été très cordiale et très émouvante. Mais tout ce que MM. Lachenal et Gottscheim ont obtenu, c'est que le président de la Confédération ajournât au lendemain sa réponse définitive.

Ce matin, M. Welter a déclaré persister dans sa démission.

M. Lachenal l'a annoncé au Conseil national.

« Les instances les plus vives, a-t-il dit, ont été inutiles. Il ne reste qu'à consigner le fait de la démission. Nous le faisons avec des regrets infinis. »

M. Lachenal parle des services inoubliables de M. Welter, de sa puissante éloquence, de son désintéressement absolu, de son ardent amour pour la patrie, des vertus républicaines dont il n'a cessé d'être l'exemple et rappelle que le démissionnaire a été honoré six fois de la présidence de la Confédération.

Ce discours est salué par de longs bravos.

Cette scène a été très émouvante et très solennelle.

Aux Etats, M. Gottscheim a exprimé les mêmes sentiments au milieu de l'émotion générale.

Deux noms sont mis en avant pour le remplacement de M. Welter : ceux de M. Speiser, de Bale, et de M. Keel, de St-Gall.

**Berne, 9 décembre.** — Le Conseil national discute le postulat Locher sur la création d'une imprimerie fédérale. M. Benziger en conteste l'utilité.

Au Conseil des Etats : suite de la discussion de la loi d'initiative.

**Berne, 9 décembre.** — Malgré le démenti de l'Agence Havas, il se confirme qu'un des trains express Calais-Vienne reprendra dès le printemps la voie de Delle. Cela a été décidé sur l'initiative des chemins de fer d'Alsace-Lorraine.

M. Marti est actuellement à Paris pour négocier avec l'Est français le passage par Delle d'un express Bale-Paris. Les négociations sont en bonne voie.

**Berne, 9 décembre.** — La discussion de l'affaire du Central dans les journaux a fait entre autres surgir la question du retard survenu dans la recherche des responsabilités pénales au sujet des accidents de Monchenstein et de Zollikofen. La lenteur avec laquelle on y procède est très généralement blâmée.

Il est à remarquer que le parquet de la Confédération a transmis depuis plusieurs semaines le dossier de l'affaire de Zollikofen aux tribunaux bernois pour qu'il y soit donné suite.

Quant à l'affaire de Monchenstein, on attend encore au parquet fédéral les actes de l'enquête pénale instruite par le juge de Bale-Campagne. D'autre part, l'enquête de ce magistrat a été retardée par la publication tardive des rapports des experts techniques sur les causes de l'accident.

Il est hautement à désirer que ces différentes enquêtes soient menées avec plus de rapidité.

**Berne, 9 décembre.** — Le Conseil fédéral propose à l'Assemblée fédérale d'accorder la concession de la ligne à voie normale Fruti-

gen-Viège, par Louèche, à MM. Desgouttes, Lommel, Pumpin et Herzog, tous à Berne. Coût de la construction, 45 millions. Longueur et coût du tunnel de faite : 6850 mètres, 16 1/2 millions.

**Zurich, 9 décembre.** — La maison de change Walker a suspendu ses paiements. Cet incident n'a pas beaucoup d'importance pour la place de Zurich. Le banquier a fui en Italie.

**St-Gall, 9 décembre.** — Le dépôt de houille de l'usine à gaz de St-Gall a pris feu. Plusieurs wagons de houille ont brûlé.

**Lugano, 9 décembre.** — Il s'est formé à Lugano un comité radical pour la défense de la loi sur les tramways devant le peuple. Le comité est composé de MM. Bernasconi, Stoppani, Rusconi et Colombi, conseillers d'Etat; Censi, Borella, Battaglini, Rusca, Bolla, Veggezi, en un mot tous les chefs du parti radical, à l'exclusion de la bande Simen et des septembristes.

C'est un commencement de rupture.

**Saint-Petersbourg, 9 décembre.** — Une dépêche de Vladivostok dit que 350,000 roubles ont été volés dans la caisse de l'Etat. Les voleurs ont pénétré par un endroit souterrain et ont pris la fuite.

**Lisbonne, 9 décembre.** — Le corps de Dom Pedro arrivera samedi à Lisbonne. Toute la garnison sera massée à la gare centrale et accompagnera le corps jusqu'à la crypte de St-Vincent de Foza.

**Madrid, 9 décembre.** — M. Camacho, directeur de la Banque d'Espagne, a eu une conférence avec divers banquiers pour les négociations de l'emprunt, qui sont très avancées et auxquelles la Banque d'Espagne ne participera pas. Un arrangement va être signé.

**Paris, 9 décembre.** — On croit tenir l'assassin de la baronne Dellart.

Hier, un commissaire de police recevait d'un individu la communication suivante :

Le jour de l'assassinat, vers cinq heures vingt de l'après-midi, je me trouvais aux courses de Colombes quand je vis arriver au petit betting, à l'endroit où se trouvent les bookmakers marrons, un parieur que je connaissais depuis quelque temps. Il n'a pas de moyens d'existence connus et on le soupçonne fort d'être un souteneur.

Il est arrivé pâle, défait. Je lui ai serré la main et, depuis, j'ai été frappé de ce fait que son signalement correspondait complètement au signalement de l'assassin publié par les journaux.

D'autre part, un cocher a déclaré avoir, le jour du crime, à quatre heures et demie, pris sur le boulevard un client dont le signalement répondait aussi à celui donné par les journaux. Cet individu avait le visage défait et, sous prétexte qu'il avait besoin de respirer un peu, il avait refusé d'entrer dans la voiture et s'était assis sur le siège. Il se fit conduire à la gare St-Lazare. Or, il ne faut pas plus de 20 minutes pour se rendre au champ de courses de Colombes.

Lundi, la police s'est rendue à Colombes, y a trouvé l'individu signalé et l'a filé. On a pu aussi connaître son domicile, situé rue Bamburg.

Hier matin, cet individu a été arrêté. Ses réponses sont évasives. Il est âgé de vingt-trois à vingt-cinq ans. On le croit élève en pharmacie.

Lina Berle, la bonne de l'étage supérieur, chez qui l'assassin s'était d'abord présenté, a été confrontée avec ce jeune homme. Elle a déclaré le reconnaître autant que l'obscurité de l'antichambre permettait de le faire.

Ed. FERR, éditeur.

**Etouffes de soies noires de Lyon — de C. J. Bonnet et Cie. de Lyon.** — de fr. 6.10 à fr. 17.55 par mètre, expédie franco par coupes de robes et robes entières, G. Henneberg, dépôt de fabrication de soie à Zurich. Echantillons franco par retour du courrier. 2842

## Pourquoi les Dames

qui ont fait un cure de véritable cognac Galliez ferrugineux le recommandent-elles si chaudement à leurs amies ? C'est parce qu'elles ont retrouvé leurs forces, un bon



Le D<sup>r</sup> ROUX  
[6361] a transféré son domicile à  
l'avenue de la Gare n° 1  
maison Goll.

THÉÂTRE DE LAUSANNE  
Direction ALPHONSE SCHELER

Carte d'abonnement n° 23.  
Bureau à 71/2 h. Rideau à 8 heures

Jeu 10 décembre 1891  
Le grand succès du  
Théâtre du Gymnase

LES  
FEMMES NERVEUSES

Comédie en 3 actes, de  
MM. Ernest Blum et Raul Toché.

Le spectacle commencera par  
LE KLEPTE

Comédie en 1 acte  
du Théâtre Français, par  
Abraham Dreyfus.

Dimanche 13 décembre 1891  
LES DEUX ORPHELINES

Drame en 3 tableaux, par  
A. d'Ennery.

LA MUNICIPALITÉ  
de Morges

ouvre un concours pour repou-  
voir aux fonctions de Commis-  
saire de Police et de Directeur des  
Travaux de la ville de Morges,  
fonctions vacantes par suite de  
décès du titulaire. 6394

Le cahier des charges est dé-  
posé au Greffe municipal où les  
intéressés pourront en prendre  
connaissance.

Le concours sera fermé le 26  
décembre et les inscriptions  
reçues jusqu'à cette date au

Greffe Municipal.  
ATTINGER FRÈRES, Éditeurs  
NEUCHÂTEL

Vient de paraître:  
EXPOSÉ DE

Théologie systématique  
par A. GREILLAT

Professeur de théologie à la faculté  
indépendante de Neuchâtel.

Tome deuxième: Propédeutique.  
II: Apologie, Canonique.  
Ouvrage complet en 4 vol. parus:

Tome I: Propédeutique. I. Métho-  
dologie. fr. 5.—  
Tome II: Propédeutique. II. Apo-  
logie et Canonique. fr. 10.—

Tome III: Dogmatique. I. Théolo-  
gie spéciale Cosmologie. fr. 10.—  
Tome IV: Dogmatique. II. Soté-  
riologie et Eschatologie. fr. 10.—

Moniteur des Rentiers.  
Suisse, 3 fr. par an. 52 n° de 16  
pages. Journal impartial et bien  
renseigné. Publiant la liste de tous  
les tirages. PRIME: Chaque  
abonné reçoit gratuitement

le Manuel des Capitalistes,  
beau volume contenant: Diction-  
naire financier. Notice sur fonds  
d'Etat et de villes. Etablissements  
de crédit. Ch. de fer. Valeurs in-  
dustrielles. Liste complète des lots  
non réclamés. On s'abonne en  
Suisse chez tous les libraires, et  
à Paris, 10, rue Chateaudun.

La Châtelaine de Jubilé  
Souvenir  
le plus beau  
cadeau  
pour Noël 1891

C.-Ed. Dollitzsch, Zurich. 6367

!! INFLUENZA !!

6396. On évite bien des ma-  
laises en fumant l'excellente  
Cigarette Hygiénique à base  
d'eucalyptus. — Les Dames peu-  
vent sans crainte fumer cette déli-  
cieuse cigarette. On vend d' tous  
les mag. de tabac et prime pharm.

En gros chez J. Ganten, Ge-  
nève. Expéd. 1000 cigarettes  
et au-dessus franco par poste.

## BULLETIN FINANCIER SUISSE

LISTES DE TIRAGES

20<sup>e</sup> année, Paraît à Lausanne chaque samedi.

Analyses raisonnées des rapports de banques et sociétés anonymes.  
Causeries et renseignements sur les questions financières du jour et sur  
les opérations en valeurs suisses et étrangères. Cours relevés avec soin  
des cotes officielles.

Toutes les listes de tirages des titres suisses sont publiées par le  
Bulletin financier suisse, ainsi qu'un grand nombre de listes de  
valeurs étrangères. Les porteurs de valeurs à lots y trouvent tous les  
renseignements qui les intéressent.

Abonnements directement chez les éditeurs  
MM. Siber et de la Harpe, banquiers, à Lausanne  
rue Pépinière 4, au 2<sup>e</sup> étage, ainsi que dans tous les bureaux de  
poste de la Suisse. 6173

Un an, 6 fr. — Six mois, 3 fr. 50. — Etranger, 8 fr. 50 et 4 fr. 50.  
Toute demande d'abonnement pour 1892 est servie dès maintenant.

## L'ESTAFETTE

JOURNAL DU MATIN

Le meilleur marché des journaux quotidiens vandois.

L'ESTAFETTE publie chaque jour les dernières nouvelles,  
les dépêches de la nuit, des chroniques vandoises, lausannoises  
et agricoles.

L'ESTAFETTE publie périodiquement des correspondances  
de divers cantons de la Suisse et de divers pays, et le diman-  
che un supplément littéraire.

L'ESTAFETTE SORT DE PRESSE À 1 HEURE  
DU MATIN et arrive partout pour les premières distributions  
postales de la journée.

Abonnements pour la Suisse: 1 an, 10 fr.; 6 mois, 5 fr. 50;  
3 mois, 3 francs.

Rédaction et Administration de  
L'ESTAFETTE  
Place de la Palud 24, Lausanne.

L'ESTAFETTE SERA SERVIE GRATUITEMENT  
DÈS MAINTENANT À FIN DÉCEMBRE à tout nouvel  
abonné pour l'année 1892 entière.

SOIERIES  
noires, garanties à l'usage et soieries couleurs de tous  
genres. — Echantillons franco. n°155x-6080

Fabrique de soieries réunies  
ADOLF GRIEDER & Co, ZÜRICH

## OLD ENGLAND

Grande Exposition d'objets utiles et fantaisie pour cadeaux.

Articles supérieurs, rien dans le genre des déballages.  
Articles des Indes en bois de Sental.

Boîtes sculptées, avec incrustation de soie, 1.25, 2.75.  
Portes-cartes richement sculptés, 3.75. — Dessous de lampe,  
broché or, 1.85.

Bénarès, cuivre ciselé. Vases 1.35 et petit bol 1.45. Bols pour  
susp. 5.75 et 7.95.

Laque du Japon.  
Cette année, nos plateaux sont ce qu'il y a de plus variés, for-  
mes excentriques et curieuses, pour la première fois vus en Eu-  
rope. Assortiment immense. Prix: 65, 75, 1.45, 1.75, 2.25 à 20 fr.

Grand assortiment de porcelaine du Japon. Tasses  
et soucoupes. Biscuits, 1.45. — Tasses et soucoupes en  
lago, 30 c. — Assiettes, 75 et 95 c. — Assiettes en Imari et  
Bishui, 2.75 et 3.50. Articles supérieurs et de provenance directe.

— Tables japonaises, 1.25. — Grand choix de soap-books,  
depuis 35 c. — Boîte de mercerie garnie, depuis 1.15, et  
une quantité d'autres objets trop longs à détailler. 6388

Pour anémiques  
de haute importance

pour personnes affaiblies et délicates rien  
de meilleur que la cure du véritable

Cognac Golliez ferrugineux

17 ans de succès en attestent l'efficacité incontestable contre  
les pâles couleurs, l'anémie, la faiblesse des nerfs,  
les mauvaises digestions, la faiblesse générale ou  
locale, le manque d'appétit, les maux de cœur,  
la migraine etc.

Beaucoup plus digeste que toutes les pré-  
parations analogues, sans attaquer les dents.

Le Cognac Golliez a été récompensé par 7 Diplômes  
d'honneur et 14 médailles. Seul primé en 1889 à Paris,  
Cologne et Gand. Refusez les contrefaçons et exigez dans  
les pharmacies le véritable Cognac Golliez de Fré. Golliez  
à Morat avec la marque des Deux palmiers. — En Flacons  
de 2 fr. 50 et 5 fr.

Dans toutes les pharmacies et drogueries. n°1165x-715

## CHOCOLAT SUCHARD

ARTICLES DE FANTAISIE

pour fêtes de Noël et Nouvel-An.

BONBONS AU CHOCOLAT

PRALINÉS — GIANDUJA — NOISETTES

„Die schweizerische Bundesfeier und  
die Gründung der Stadt Bern“

Prachtband mit 105 Quartseiten Text und 71 Illustrationen über die Festtage von  
Schwyz und Bern erscheint Anfangs Dezember, zum Preise von nur Fr. 10.— und werden Bestel-  
lungen von der Buchdruckerei Berner in Bern, gegen Nachnahme prompt ausgeführt. 6182

Correction de la Broye.

AVIS DE CONCOURS

L'Entreprise de la correction de la Broye met au concours la four-  
niture, le transport et l'emplacement au bord de la rivière d'en-  
viron 2750 mètres cubes de pierres d'engrèvements néces-  
saires aux travaux de la V<sup>e</sup> section, partie comprise entre le Pont de  
Longbroye et l'entrée de la ville de Payerne.

Les soumissionnaires devront prendre connaissance des conditions  
au bureau du soumissionnaire, à Payerne, auquel ils devront faire parvenir  
leurs offres, avant le 29 décembre 1891, à 10 heures du ma-  
tin. Elles seront ouvertes, à ce moment, en séance de la commission  
exécutive.

Les soumissions, cachetées et affranchies, devront porter la suscrip-  
tion: « Soumission pour la fourniture des pierres de la  
Broye, V<sup>e</sup> section. »

Elles devront être écrites sur timbre et conformes au modèle annexé  
au cahier des charges.

Payerne, le 5 décembre 1891.

L'ingénieur résident de la Broye.  
L. Deluz, ing.

6392

Hôtel Beau-Site et du Belvédère.

Belles salles pour banquets, Repas de noces, soirées, bals, etc., etc.  
Cuisine et vins excellents. Service prompt et soigné. 5369

Henry LEIBFRIED, propriétaire.

## VENTE D'IMMEUBLES

Le Juge de Paix du Cercle de Lausanne donne avis que le samedi  
12 décembre 1891, dès les 9 heures du jour, en salle de Justice de  
Paix, à Lausanne, le procureur-juré E. Matthey en dite ville, au nom  
qu'il agit, fera vendre juridiquement et sous les conditions qui seront  
lues avant la mise, les immeubles ci-après:

Au Vallon, MAISON D'HABITATION comprenant  
brosserie, caves souterraines

glacières souterraines, écurie, remises, couvert, hangar,  
chambre à lessive, etc.: 130 ares 64 centiares de pré, 87 ares  
33 centiares de bois et 11 ares 88 centiares de jardin, le tout taxé 115,000 fr.

Les conditions de vente sont déposées au Greffe de Paix de ce  
Cercle, à la disposition des amateurs. 6327

Donné le 27 novembre 1891.

Le Juge de Paix:  
S. Gay.

MÉDAILLE D'OR  
l'Exposition Universelle, Anvers 1885

CHOCOLAT

COCHOLAT  
ET  
CAO  
KOHLER  
LAUSANNE  
(SUISSE)

MÉDAILLE D'OR  
à l'Exposition universelle de  
Paris 1889. 1296

SUCHARD &  
NEUCHÂTEL, Suisse.  
MÉDAILLE D'OR  
Exposition universelle  
Paris 1889.

Observations météorologiques  
DE LA STATION CENTRALE D'ESSAIS VITICOLES

Champ-de-l'Air: A 7 h. m., 1 h. et 9 h. s. — Alt. 555 m.  
Long.: 6°38'6"; Lat.: 46°31'. — Barom.: 713; Therm.:  
9°6; Haut. d'eau: 1°03.

Décembre moyenne: Baromètre 713. Thermomètre  
0°9. Pluie 95 mm.

Décembre 3 4 5 6 7 8 9

Baromètre réduit à 0°.

Thermomètre

Pluie

Soleil

Vent

Situation générale.

Centre de bourrasque se trouve aujourd'hui au S. de  
la Baïlique. Hausse rapide du baromètre au S. W.  
de l'Europe.

Temps probable: variable; même température.

## Une jeune Bernoise

[6375] connaissant bien la cuisine  
ainsi que le service des chambres,  
aimerait trouver une place dans  
une bonne famille, soit pour l'un  
ou l'autre. Bonnes références et  
certificats, chez J. Haasenstein & Vogler,  
Maupas n° 30, Lausanne.

SUISSE ALLEMAND  
[6378] homme sérieux, marié,  
exempt du service militaire, teneur  
de livres et correspondant habile  
dans plusieurs langues, cherche  
engagement durable sous pré-  
sentations modestes. Meilleures ré-  
férences. S'adresser à l'agence de  
publicité Haasenstein & Vogler,  
Lausanne, sous le 13545 L.

Une fille française  
[6376] de 25 ans, connaissant par-  
faitement bien la coupe et la cou-  
ture, désire se placer de suite dans  
un atelier ou magasin de confec-  
tion. Bon réf. à disp. 6 ans d'ex-  
périence. S'adr. sous le 13542 L,  
agence de publicité Haasenstein & Vogler,  
Lausanne.

UN JEUNE HOMME  
[6391] voyageant actuelle-  
ment l'Italie pour une im-  
portante maison, connais-  
sant assez bien les langues  
anglaise, française, alle-  
mande et italienne, très  
au courant de tous les tra-  
vaux de bureaux de ban-  
que et ayant beaucoup  
d'expérience, désire chan-  
ger de place pour le 1<sup>er</sup>  
avril et entrerait dans une  
bonne maison de la Suisse  
française. Les meilleurs  
certificats sont à dispo-  
sition. Adresser les offres sous  
EUROTAS, poste restante,  
St-Gall.

Une sommière  
[6397] au courant de tout le ser-  
vice, placée depuis 8 ans dans un  
des meilleurs restaurants à Bâle,  
cherche à Lausanne ou dans les  
environs une place de même  
qualité pour pouvoir apprendre  
la langue française. De bonnes ré-  
férences sont à disposition. Prière  
d'adresser les offres sous chiffre  
H 3987 Q, à l'agence de publicité  
Haasenstein & Vogler, à  
Bâle.

On demande de suite  
[6387] une bonne cuisinière  
chez Mme Georges Du Pasquier,  
à Vevey. Inutile de se présen-  
ter sans des références de 1<sup>er</sup> ordre.

ON DEMANDE  
[6390] dans une ancienne fa-  
brique de machines un bon  
ingénieur - technicien très  
expérimenté comme

chef d'exploitation.

Adr. les offres avec prétentions  
sous chiffre H 3970 Q, à l'agence  
de publicité Haasenstein &  
Vogler, Bâle.

6389. On demande dans  
une fabrique de machines  
en pleine activité un  
associé

ayant si possible fait des  
études techniques. Bon  
rapport prouvé.

Adr. les offres sous chif-  
fre H 3969 Q, à l'agence de  
publicité Haasenstein &  
Vogler, Bâle.

CHERCHÉ  
Une bonne française, év. musi-  
cienne, avec de bons certificats,  
pour 1<sup>er</sup> janvier 1892.

P. Lamproch, fabricant,  
Sossnowice (Russie). 6362

HOTEL  
6213. On cherche à repren-  
dre, éventuellement à louer  
pour le printemps prochain un  
petit hôtel ou restaurant  
bien fréquenté.

Offres et conditions sous chif-  
fre E 340 M, poste restante, Baden,  
Suisse.

Faire-part  
Cartes de visite  
Enveloppes

DEUIL  
sont livrés en 2 heures

PAR  
L'IMPRIMERIE VINCENT  
Ruelle St-François,  
LAUSANNE

PERDU  
[6398] dimanche dernier une  
petite montre noire, sur le  
chemin du Valentin à l'Eglise an-  
glaise. La rapporter contre récom-  
pense à l'agence de publicité  
Haasenstein & Vogler, Lau-  
sanne, sous H 13618 L.

PHOTOGRAPHIE  
la plus ancienne du Littoral

[6395] 18 médailles d'or et d'ar-  
gent, 3 diplômes royaux, éditeur  
des vues de Cannes, Nice, Mona-  
co, etc. Etude artistique, 6 mille  
clichés numérotés, peu de loyer,  
à remettre de suite

pour cause de santé. On acceptera  
offre raisonnable. S'y adresser,  
rue Hoche 3, Cannes, A. M.,  
France.

ÉTAT-CIVIL DE LAUSANNE

MARIAGES AFFICHÉS DANS LA SEMAINE

Eugène Battistini et Anna Schwyder, née Vogt. —  
Joseph-François-Gustave Pétrequin et Marie-Louise-  
Antoinette Bronne. — Louis-Jean Desponds et Marie-  
Louise Baumberger. — Auguste-Charles-Louis Denten  
et Augusta-Elisa, dite Elise Blanchard. — Jean-  
François-Samuel Bovard et Thérèse-Céline-Fidèle,  
dite Ida Baralley. — Jules-Oscar Poujade et Elise  
Bosiger. — Charles Manigley et Pauline Keller. —  
Louis-Albert Angsbarger et Louise-Sophie Lavanchy.  
— Louis-Jonas Berger et Cécile Vuarnos.

NAISSANCES INSCRITES DANS LA SEMAINE

Le 27 novembre. Ernest Gilgen, Bernois. — Le 28,  
Robert-Paul Decoppet, de Eucévaux. — Charles-Louis  
Ringuisen, de Villeneuve. — Le 29. Mina-Berthe Fatio,  
d'Orbe. — Le 30. Paul-Louis Monod, d'Ormont-Dessous.

— Marie-Suzanne Cloux, de L'Isle. — Marthe-Margue-  
rite Dufour, Française. — Le 1<sup>er</sup> décembre. Oscar  
Eberhardt, Allemand. — Louise-Jeanne Balley, Bernoise.

— Le 2. Hélène-Rosa Corbaz, de Lausanne et du Mont.  
— Elise-Bertha Gringet, de Cugy. — Emma-Rosa  
Urban, Bernoise. — Alfred Outevay, de Bavois. — Jules-  
Marc-Victor Grobely, de Prilly et Ballagny. — Le 3.  
Julien-Gustave Eugène Huguet, de Tardignes et Bière.

— Jeanne Lehmann, Alsacienne. — Le 4. Charles  
Pidoux, de Villars-le-Comte. — Le 5. Charlotte-Elisa  
Marguerat, de Lutry et Villetle.

Marché d'Echallens du 3 décembre.

Froment, 80 sacs, de 23.— à 24.— fr. les 100 kg.  
Avoine, 10 sacs, de 16.— à 17.— fr. les 100 kg.  
Pommes de terre, — ch., à 0.90 fr. les 20 l.

Foin, — ch., de 4.50 à 5.— fr. les 100 kg.  
Paille, — ch., à 3.50 les 100 kg.  
Beurre, à 1.30 fr. le 1/2 kg.  
Œufs, de 1.20 à 1.30 fr. la douzaine.

Chemin de fer de Lausanne à Ouchy.

Matin: 6.45 — 7.— 7.45 — 8.— 8.45 — 9.— 9.45 — 9.45  
— 10.— 10.45 — 10.50 — 11.— 11.45 — 12.30 — 11.45 — 12.30

Après-midi: 1.45 — 1.30 — 1.45 — 2.— 2.15 — 2.30 — 2.45 — 3  
— 3.15 — 3.30 — 3.45 — 4.— 4.15 — 4.30 — 4.45 — 5.— 5.15 — 5.30 — 5.45 — 6.— 6.45 — 6.45 — 7.45 — 7.45

8.45 — 9.— 9.45 — 10.— 10.45 — 11.— 11.45 — 12.30 — 11.45 — 12.30

8.45 — 9.— 9.45 — 10.— 10.45 — 11.— 11.45 — 12.30 — 11.45 — 12.30

8.45 — 9.— 9.45 — 10.— 10.45 — 11.— 11.45 — 12.30 — 11.45 — 12.30

8.45 — 9.— 9.45 — 10.— 10.45 — 11.— 11.45 — 12.30 — 11.45 — 12.30

8.45 — 9.— 9.45 — 10.— 10.45 — 11.— 11.45 — 12.30 — 11.45 — 12.30